



**Rapport de la Commission Locale
d'Évaluation des Charges
Transférées du 21/09/2021
adopté à l'unanimité**



ORDRE DU JOUR

- 1 – Modalités de fonctionnement de la CLECT
- 2 – Antenne musicale Gennes-Val-de-Loire
- 3 – Digue non domaniale de Saumur
- 4 – SIVU de la Gravelle



Modalités de fonctionnement de la CLECT

À chaque nouveau transfert de compétence, la CLECT se réunit afin de proposer une évaluation des charges nettes transférées.

Elle définit une méthodologie commune d'évaluation des charges.

Elle évalue le coût transféré des compétences à partir des informations collectées. Un contrôle de cohérence est nécessaire compte tenu du caractère déclaratif des évaluations.



Modalités de fonctionnement de la CLECT

La CLECT doit adopter un rapport selon la méthodologie prévue par la réglementation résultant du code général des impôts. **Ce rapport a uniquement pour but de déterminer les charges et n'a pas vocation à déterminer les Attributions de Compensation (AC) définitives des communes.**

- **Ce rapport CLECT doit ensuite être adopté par les communes.**
- **À la suite de ce rapport, le Conseil communautaire délibérera sur les AC.** Lors de cette étape, le Conseil communautaire pourra décider d'effectuer des révisions dérogatoires sur la base du rapport de la CLECT.



Modalités de fonctionnement de la CLECT

Le principe de droit commun est la neutralité budgétaire à l'instant du transfert.

L'organe délibérant de l'EPCI doit déterminer le montant des attributions de compensation à la majorité simple de ses membres.

Cas d'un transfert de compétence à la CA

AC versée par la CA



AC actuelle commune – charges nettes transférées par la commune



charges nettes
de fonctionnement



charges nettes
d'investissement



Modalités de fonctionnement de la CLECT

Les choix méthodologiques à opérer pour le fonctionnement

Propositions :

- Document budgétaire utilisé pour recueillir les informations : compte administratif
- Niveau de détail des informations recueillies : information jusqu'au niveau de l'article
- Période de recensement des charges : les 3 derniers exercices budgétaires



Modalités de fonctionnement de la CLECT

Les choix méthodologiques à opérer pour l'investissement

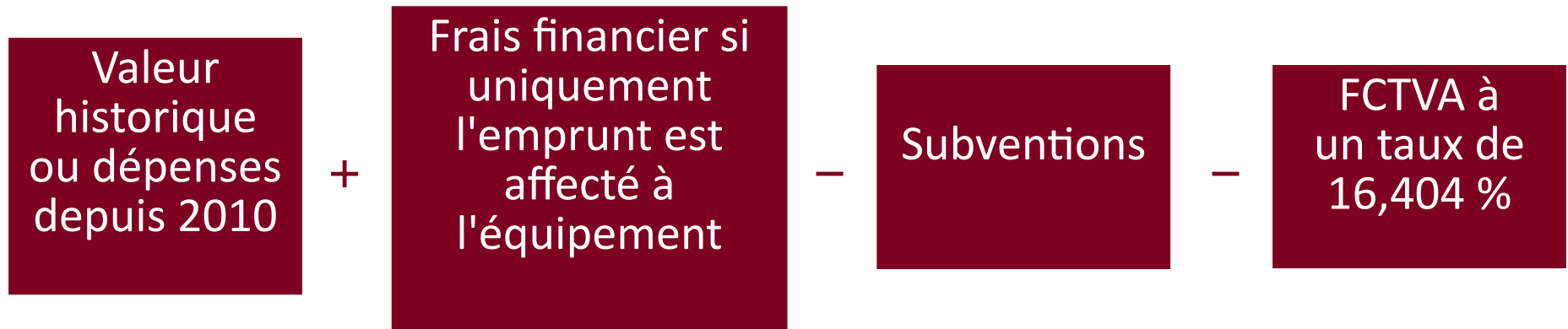
Propositions :

- Document budgétaire utilisé pour recueillir les informations : compte administratif
- Détermination des biens pris en compte dans le cadre de l'évaluation : l'ensemble des biens en indiquant le coût historique et la valeur nette comptable
- Période de recensement des dépenses et des recettes : depuis 2010
- Détermination de la durée pour calculer le coût moyen annualisé : 30 ans



Modalités de fonctionnement de la CLECT

Les choix méthodologiques à opérer pour l'investissement :
méthode du coût moyen annualisé



30

Modalités de fonctionnement de la CLECT

Le principe de révision libre qui s'oppose au principe de droit commun est la neutralité budgétaire estimée de manière dérogatoire, en prenant souvent en compte les coûts réels qui seront supportés par la collectivité qui récupère la compétence.

« Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du Conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des Conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges »



Antenne musicale Gennes-Val-de-Loire

Proposition d'un vote dérogatoire

Dans le cadre de la création d'une antenne musicale sur la commune de Gennes-Val-de-Loire, il est proposé de renforcer le dispositif lancé en octobre 2019, à savoir :

- éveil instrumental violoncelle
- éveil instrumental trombone

Se sont rajoutés à ce dispositif, des cours de violon, de la formation musicale à dominante vocal ainsi que de l'éveil musical pour la rentrée 2021.

Les coûts de fonctionnement sont évalués de la manière suivante :

- 10h de cours pour un montant de 20 963 € (participation des familles déduite)
- frais de déplacements des enseignants pour un montant de 1 705 €

Pour la première année, les coûts de matériels et d'instruments nécessaires à la montée en gamme de l'antenne de Gennes-Val-de-Loire sont les suivants :

- CASVL : 5 000 €
- Gennes-Val-de-Loire : 15 000 €

Les années suivantes, 3 000 € imputables à la commune de Gennes-Val-de-Loire seront nécessaires au renouvellement et développement de l'antenne.

Antenne musicale Gennes-Val-de-Loire

Proposition d'un vote dérogatoire

Compte tenu de l'évaluation des charges estimées, la commission locale d'évaluation des charges préconise que le Conseil communautaire procède à une révision libre des attributions de compensation.

Ainsi, l'attribution de compensation de la commune de Gennes-Val-de-Loire serait diminuée des montants suivants :

- 1ère année : $22\,668\,€ + 15\,000\,€ = 37\,668\,€$
- 2ème année et suivantes : $22\,668\,€ + 3\,000\,€ = 25\,668\,€$

Considérant que la commune Gennes-Val-de-Loire « verse » déjà une attribution de compensation de 4 362 € correspondant à 0,50 € par habitant, les attributions de compensation à déduire de la ville de Gennes-Val-de-Loire seraient les suivantes :

- **33 306 € en 2021**
- **21 306 € en 2022 et les années suivantes**

Digue non domaniale de Saumur

L'évaluation des charges – droit commun

- Le transfert de compétence a eu lieu le 01/01/18, les données utilisées sont donc celles résultant des comptes administratifs 2015, 2016 et 2017.
- L'évaluation concerne la digue non domaniale de Saumur.
- Pour cette compétence, il n'existe pas de dépenses en investissement mais uniquement des dépenses de fonctionnement.
- Le montant de la charge transférée correspond à la moyenne des trois dernières années de la contribution versée par la commune.
- La ville, dans le cadre du recensement, a indiqué uniquement des prestations effectuées en régies ou par des prestataires.



Digue non domaniale de Saumur

L'évaluation des charges – droit commun

- Les coûts moyens sur les années 2015-2016-2017 sont les suivants :
 - Un 0,1 ETP pour la surveillance : 3 500€
 - Coût entretien annuel : 2 500€

Soit un coût moyen total de **6 000 €**

Ces charges viendraient en diminution des AC de l'EPCI à la commune.



Digue non domaniale de Saumur

Proposition d'un vote dérogatoire

L'évaluation des charges prévues par l'article L.1609 nonies C du code général des impôts à partir des comptes administratifs ne semble pas retracer le coût de l'évaluation.

En effet, depuis 2018, les charges constatées sont plus importantes, coût réel que l'EPCI doit assumer à compter de 2018.

Afin de palier cette difficulté, la commission locale d'évaluation des charges préconise que le Conseil communautaire procède à une révision libre des attributions de compensation, en prenant en compte dans son attribution de compensation la moyenne des coûts réels 2017-2018-2019



Digue non domaniale de Saumur

Digue non domaniale – dérogatoire

Communes	2017	2018	2019	Charges moyennes réelles
Saumur	6 000,00 €	12 000,00 €	12 000,00 €	10 000,00 €
TOTAL	6 000,00 €	12 000,00 €	12 000,00 €	10 000,00 €

SIVU de la Gravelle

L'évaluation des charges – droit commun

- Le rétrocession de compétence a eu lieu le 01/01/18, les données utilisées sont donc celles résultant des comptes administratifs 2015, 2016 et 2017.
- Elles correspondent au montant indiqué par l'appel à contribution de l'ex-syndicat de la Gravelle.
- Pour cette compétence, il n'existe pas de dépenses en investissement mais uniquement des dépenses de fonctionnement.
- Le montant de la charge transférée correspond à la moyenne des trois dernières années de la contribution versée par l'agglomération.
- Les charges figurant dans le tableau ci-après récapitule l'ensemble des mouvements financiers.



SIVU de la Gravelle

Entretien Ruisseau

L'évaluation des charges – droit commun

SIVU de la Gravelle – droit commun

Communes	2015	2016	2017	Charges
Artannes sur Thouet	67,08 €	67,08 €	67,08 €	67,08 €
Brossay	469,54 €	469,54 €	469,54 €	469,54 €
Cizay la Madeleine	1 536,69 €	1 536,69 €	1 536,69 €	1 536,69 €
Courchamps	1 152,51 €	1 152,51 €	1 152,51 €	1 152,51 €
Le Coudray Macouard	1 372,04 €	1 372,04 €	1 372,04 €	1 372,04 €
TOTAL	4 597,86 €	4 597,86 €	4 597,86 €	4 597,86 €

Ces charges viendraient en augmentation des AC de l'EPCI à la commune.

SIVU de la Gravelle

Proposition d'un vote dérogatoire

L'évaluation des charges prévues par l'article L.1609 nonies C du code général des impôts à partir des comptes administratifs ne semble pas retracer le coût de l'évaluation.

En effet, la rétrocession de la compétence ayant eu lieu depuis 2018, il y aurait lieu de compenser les communes de manière rétroactive depuis cette date.

Afin de palier cette difficulté, la commission locale d'évaluation des charges préconise que le Conseil communautaire procède à une révision libre des attributions de compensation, en prenant en compte dans son attribution de compensation exceptionnellement deux années de fonctionnement (2020 et 2021) sur l'année 2021.



SIVU de la Gravelle

dérogatoire

Communes	AC 2021	AC 2022 et années suivantes
Artannes sur Thouet	134,16 €	67,08 €
Brossay	939,08 €	469,54 €
Cizay la Madeleine	3 073,38 €	1 536,69 €
Courchamps	2 305,02 €	1 152,51 €
Le Coudray Macouard	2 744,08 €	1 372,04 €
TOTAL	9 195,72 €	4 597,86 €

CONCLUSION SUR LES RÉVISIONS DÉROGATOIRES DES AC

La CLECT propose au Conseil communautaire que les attributions de compensation ne soient pas uniquement la différence entre l'AC de l'année dernière et le montant des évaluations des charges calculé par la CLECT.

La CLECT recommande d'effectuer des révisions dérogatoires. La nécessité de procéder à des révisions dérogatoires a été explicitée dans le rapport.



CALENDRIER

Présentation et adoption du rapport de la CLECT dans les conseils municipaux	avant le 30 novembre
Présentation des AC définitives 2021 & provisoires 2022 en Commission Moyens Généraux Finances, RH, mutualisation & systèmes d'information	7 décembre
Adoption des AC définitives & provisoires au conseil communautaire	16 décembre

